

MONDIALISATION :
SI ÇA CONTINUE, CE PAYS-LÀ
VA DEVENIR UNE
RÉPUBLIQUE DE
BANANES.!!!



Le quotidien du congrès



60^e CONGRÈS, QUÉBEC

LE MARDI 28 MAI 2002



Météo
Crête de haute pression

Les débats sont lancés

page 3



La démocratie syndicale a des exigences, la première étant bien sûr d'être là quand les débats se tiennent et que les votes se prennent... On n'a pas dérogé à la tradition hier, tant en ateliers qu'en plénière. On a débattu, on a voté des propositions, proposé des amendements. En particulier sur la délicate et importante question de la mondialisation, sujet qui en a intéressé un grand nombre.

Think big, stie

N'ayant, comme l'âne de La Fontaine, rayé le pré que de la largeur d'une langue en faisant une passe de 36 000 \$ à sa petite amie, Art Eggleton, ci-devant ministre de la Défense, a été chassé du Cabinet. Le maître d'oeuvre du système à millions, Alfonso Gagliano, a reçu le Danemark en partage et Dan Boudria, qui aime coucher chez les copains, demeure leader du gouvernement. Il aurait dû suivre le conseil d'Elvis Gratton : Think Big, Stie !

Michel Rioux

La vie dure

Michel Crête

Serveuse à l'Auberge de la Rive de Sorel-Tracy, Rachel Pelletier a repris le travail le 18 mai, après plus de 22 mois. Au terme d'une longue et dure lutte entreprise en juillet 2000, il aura fallu une décision de la Cour supérieure pour forcer l'employeur à la reprendre à son emploi, elle et une soixantaine d'employés.

« J'étais nerveuse. Je savais qu'on en arracherait. Mais je ne croyais pas que les propriétaires nous feraient la vie aussi difficile », confie Rachel Pelletier, présidente du syndicat.



Suite en page 2

UN NOUVEAU DÉFI POUR BÂTIRENTE :

LA FINANCE SOCIALEMENT RESPONSABLE

page 5

La vie dure

(suite de la page 1)

Rappelées à l'ouvrage mais sans commis-débarrasseurs pour les aider lors d'un souper-chantant, les serveuses syndiquées ont vu leur tâche s'alourdir. L'employeur les a toutes rappelées, mais il a aussi fait appel à des scabs qui les avaient remplacées à la réouverture, le 26 avril. Le bar et le restaurant de l'établissement sont toujours fermés. Même si l'Auberge est située sur un site enchanteur, sur les rives du Saint-Laurent, la direction dirige la clientèle qui loue les chambres vers un restaurant sous-traitant installé en ville pour les repas. Conséquences ? Les serveuses travaillent à peine quatre heures par semaine.

Les préposées aux chambres sont maintenant soumises aux pressions d'une gouvernante, poste nouvellement créé. Des mesures disciplinaires ont été déposées contre elles.

« Les propriétaires s'organisent pour ne pas nous faire travailler. À quatre heures par semaine, c'est dur de gagner sa vie. Le comportement de notre employeur est absolument anormal », affirme Rachel Pelletier.

Le Conseil central de la Montérégie et la Fédération du commerce ont invité l'employeur à participer à la médiation préventive en vue de rapprocher les parties.

« Nous avons tourné la page. L'employeur doit en faire autant. Les employés souhaitent accueillir à nouveau les touristes et leur offrir le service de qualité auquel ils ont été habitués. Si les propriétaires n'ont pas une réelle volonté d'exploiter à plein rendement leur établissement, qu'ils le vendent alors ! », commente la présidente du conseil central, Pierrette Poirier.



Roger Deslauriers

La Grande noirceur II

Mario Dumont n'est ni Jean-Marie Le Pen, ni Silvio Berlusconi. Non, le chef de l'ADQ ne s'apparente pas à cette droite fasciste française ou clientéliste italienne. Sa popularité soudaine trouve pourtant ses origines, comme dans le cas des deux premiers, dans certaines flatulences de l'histoire récente qui ont pour noms désenchantement, oubli.

La déception des Québécois à l'égard du politique et de ceux qui en font métier est certes, ici, le sentiment le mieux nourri par les commentateurs de toutes farines. Cette désillusion n'est pas pour autant artificielle. Quand la place d'un grand projet comme celui de se donner un pays est

soumise au calcul des votes à gagner ou à perdre et que le principal porteur de cette option, estimant qu'il y a plus à perdre pour lui, met le tout sous le boisseau, comment s'étonner que des citoyens se détournent.

Le plus tragique dans tout cela, c'est que le désenchantement paraît agir sur la mémoire. De social-démocrate qu'il était, l'électorat semble se laisser séduire par les sirènes d'une « nouvelle » droite. Moins d'État pour protéger les droits des travailleurs, plus d'arbitraire pour cuirasser le pouvoir des riches. Nouveau, dites-vous ! Et si les Québécois avaient déjà vécu la grande noirceur ?



Coordination

Lucie Laurin, Jean-Pierre Paré

Rédaction

Benoit Aubry, Sarah Binder, Michel Crête, Roger Deslauriers, France Désaulniers, Pierre Dubois, Henri Goulet, Maude Hébert, Thérèse Jean, Jean-Pierre Larche, Lucie Laurin, Serge Lareault, Jean-Pierre Paré, Michel Rioux, Jacqueline Rodrigue, Yvan Sinotte, Claude Saint-Georges

Photographe

Alain Chagnon

Caricaturiste

Boris

Grille graphique

Mathilde Hébert

Mise en page

Lyne Beaulieu, Jean-Pierre Paré

Numérisation photo

Daniel Daigneault

Soutien technique

Lyne Beaulieu

Recherche iconographique

Yves Lacroix

Impression

Les syndiqués CSN
de l'imprimerie Impart-Litho

Distribution

L'équipe du service
d'ordre du congrès

Dépôt légal – Bibliothèque nationale
du Québec, 2002

Dépôt légal – Bibliothèque nationale
du Canada, 2002

Pour une autre mondialisation

Pierre Houle, président
du STT Station Mont-Tremblant

Si la mondialisation n'est pas encore la question du jour chez les membres de son syndicat, ils savent très bien que les impacts sont réels. À Tremblant, selon les saisons, la clientèle provient à 80 pour cent de l'extérieur du pays, surtout des États-Unis. « On ne peut pas faire autrement que de réfléchir aux impacts de l'adoption éventuelle du \$US. La faiblesse du \$CAN, c'est attirant. Ça représente des vacances à très bon marché pour les Américains. Avec tout l'argent qui se dépense dans notre station, tout le monde sait très bien que le moindre changement à la politique monétaire va avoir un impact. »

Claude Bousquet,
vice-président,
Conseil central de la Montérégie

L'an dernier, Claude a participé à plusieurs sessions de formation préparatoire au Sommet de Québec. Selon lui, les membres se sentent concernés et ils interviennent. « Les gens commencent à y voir clair. Je constate que les membres sont très éveillés aux effets de la mondialisation sur les secteurs de la santé et de l'éducation. Les multinationales sont très en demande et mettent la pression sur les gouvernements pour qu'ils dérègle-



Benoit Aubry, Henri Goulet et Jean-Pierre Larche

Débattre de la mondialisation n'est pas chose aisée. Les dossiers sont complexes, les questions problématiques et les effets tellement différents d'un secteur à l'autre qu'il n'est jamais facile d'y voir clair. Hier, les congressistes en ont eu un bon avant-goût lorsqu'ils ont été invités à aborder des propositions portant, entre autres, sur l'avenir du dollar canadien, le protocole de Kyoto ou encore le chapitre 11 de l'ALENA. Le Quotidien a tenté de sonder les reins et les cœurs, question de vérifier comment le phénomène est perçu par les membres.

ment ces domaines. C'est un sérieux problème. Notre économie va bien, mais elle est de plus en plus basée sur la faiblesse de notre dollar. »

Flavie Achard,
Syndicat des enseignants
du Collège Montmorency

À ses yeux, les effets pervers de la mondialisation sont tangibles à plusieurs égards, notamment dans l'éducation. « On perçoit que les valeurs propres à l'éducation sont en voie de s'éroder. Par exemple, les diplômés ont de plus en plus priorité sur l'éducation elle-même. » Elle voit aussi d'un fort mauvais œil l'arrivée du secteur privé dans les écoles. « Il y a danger réel que de bien public estimé, l'éducation soit transformée en simple marchandise, ce qui changerait vraiment son contenu. »

« Plus globalement, la mondialisation met la démocratie en danger parce que les gouvernements cèdent la place au néolibéralisme ; ils ne se tiennent pas debout. »



Marie Méthot, Syndicat
des employé-es de soutien de
la Commission scolaire d'Abitibi

« Je suis contre la mondialisation parce que les Américains s'en servent pour nous imposer leurs idées, pour manipuler les pays. Et depuis que George Bush est président, je crois que c'est encore pire. Tout ce que les Américains veulent, c'est faire des profits. Avec eux, si tu es pauvre, tu es sûr de le rester. C'est dommage parce qu'il y a de bons côtés dans la mondialisation : les échanges avec les autres pays, par exemple. »

Lucie Giguère,
Super-C, Jonquière

« La mondialisation est un phénomène préoccupant. Ça finira bien par avoir des effets dans mon milieu de travail. Ce que je crains surtout, c'est que le Canada et le Québec ne puissent défendre leurs intérêts. Quelle est notre place là-dedans ? Si nous nous mobilisons

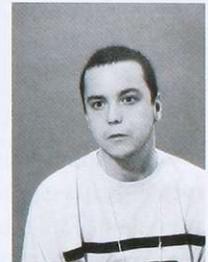
sérieusement, nous pourrions convaincre nos gouvernements de changer de cap et d'empêcher les entreprises de passer par-dessus les lois. Pour le moment, je dois dire qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean nous sommes bien peu informés là-dessus. »



Patrick Moisan,
Centres jeunesse, Québec

« Je tiens à ce qu'on porte une attention spéciale à la situation des jeunes dans le contexte de la mondialisation, au même titre qu'on se préoccupe de celle des femmes. La réalité du marché du travail chez les jeunes est différente de celle des plus âgés. Il est indéniable que la mondialisation aura des impacts différents pour un travailleur régulier et pour un à temps partiel. »

« Ce qui me dérange fondamentalement avec la mondialisation, c'est que tout se déroule à huis clos, loin du débat public. La façon de faire des chefs d'État est douteuse : pourquoi les clôtures durant le Sommet des Amériques si leur projet est aussi simple et bienfaiteur qu'ils le disent ? Je ne pense pas que la globalisation aura des effets à court terme dans mon milieu de travail. Mais je suis solidaire de ceux qui seront touchés. »



Le FDP : une arme redoutée par le patronat !

Henri Goulet

Gerry Taylor est arrivé à la CSN en provenance de l'Encyclopédie Grolier. Sans farce. Les plus âgés se souviendront de cette savante maison d'édition qui se spécialisait dans le colportage de la connaissance du bien et du mal. Les vendeurs itinérants utilisaient alors, comme appât, un certificat de recherche disponible aux nouveaux abonnés. Le petit futé l'a donc utilisé pour demander de l'information sur le syndicalisme. Surprise, l'entreprise lui retourne les petites brochures publiées à l'époque par la CTCC (CSN). C'est muni de cette propagande qu'il s'est présenté aux bureaux de la CSN sur la rue De Montigny. C'était en 1958. Il ne quittera la CSN qu'au moment de sa retraite en 1985.

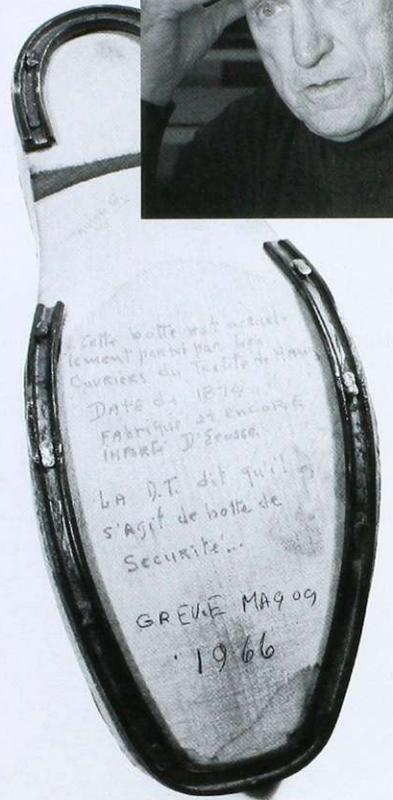
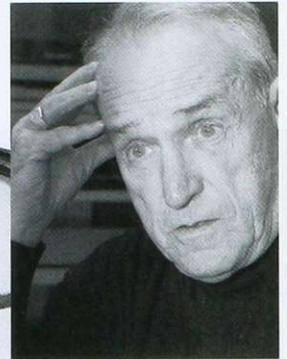
Gerry Taylor arrive à la CSN alors qu'il est au service de la Perth Hosiery, une entreprise de fabrication de bas de soie de très haute qualité située sur l'Esplanade, tout près d'Hydro-Québec. La signature des cartes d'adhésion des quelque 120 salarié-es de l'entreprise se fait le dimanche au local de la CSN. Le lundi matin, une séance de négociation est demandée, l'employeur refuse et tout le monde se retrouve dans la rue, modèle caractéristique des années 1950 alors que les travailleurs luttent pour la simple reconnaissance syndicale. La grève se prolongera 14 mois durant.

« Sans le FDP, insiste-t-il encore aujourd'hui, on n'aurait probablement pas débrayé. On était trop démunis. Le FDP, ce n'était pas seulement les 5 dollars de prestation. C'était surtout l'assurance de bénéficier des services juridiques de la CSN. L'employeur était féroce ment antisyndical : menaces, congédiements, repréailles, poursuites et injonctions, tout y passait. Mais on était défendus par les avocats de la CSN et nos actions soutenues par le FDP. Autrement, on aurait été incapables de résister. »

Opérateur *full fashion* dans le secteur du bas façonné, dès la fin de la grève, en 1959, Gerry Taylor est recruté par la CSN pour diriger les grèves. Il laissera sa marque sur la Côte Nord, mais aussi dans le textile alors qu'il dirige, en 1966, la grève des 3500 employé-es de la Dominion Textile, à Magog et à Sherbrooke.

À cette époque, le chèque du FDP était fait au nom du directeur de grève. Pour un groupe aussi important, le chèque hebdomadaire pouvait atteindre les 30 000 dollars, qu'il fallait alors minutieusement distribuer, selon les conditions et règlements, à coups de 1 \$, 2 \$, 5 \$ et 10 \$. À côtoyer ainsi des grévistes à longueur d'année, Gerry Taylor a été en mesure d'évaluer la pertinence et l'efficacité du FDP.

« En plus d'être une très grande marque de solidarité entre les travailleurs, souligne-t-il, le FDP est aussi une arme très redoutée par le patronat et par l'État. Il est un soutien efficace lors des conflits, il est un appui solide au syndicat, il lui permet de faire sa lutte et de se défendre contre les manigances de l'employeur. En 1966, contrairement à la décennie précédente, le FDP nous a permis de ne pas retourner faire la quête aux portes des églises. »



Au 19^e siècle, pour empêcher les brûlures aux pieds causées par les puissants produits chimiques utilisés dans les salles de teinture du coton, les travailleurs portaient des sabots aux semelles de bois. Très bon isolant, le bois s'usait toutefois rapidement sur le plancher de ciment. À la Dominion Textile, l'employeur avait eu la brillante idée de ferrer les sabots, un calvaire pour les travailleurs qui prenaient fouille sur fouille. La CSN proposait des solutions de rechange, toutes refusées par l'employeur qui craignait que les employé-es ne portent ces nouvelles bottines en dehors des lieux de travail. Une des revendications, en 1966, portait justement sur l'élimination des sabots de bois ferrés.

Un nouveau défi pour Bâtirente : la finance socialement responsable

Thérèse Jean

Depuis sa création en 1988, Bâtirente a multiplié les défis. Aujourd'hui, cet outil collectif fait le pari que les actifs de ses différents régimes de retraite peuvent exercer une influence déterminante dans la responsabilisation des entreprises quant à leur rôle social et économique. Dans la prochaine année, le comité Bâtirente continuera d'examiner toutes les facettes de la finance socialement responsable.

L'année dernière, Bâtirente a noué divers contacts avec des intervenants dans le domaine de la finance responsable au Québec, au Canada et sur le plan international. Les trois expériences qu'il a menées, en 2001, se sont révélées concluantes. Par exemple, Alcan s'est retirée d'un projet d'investissement en Inde impliquant des brutalités policières à l'endroit de la population qui contestait les conditions d'implantation d'un projet industriel dans sa localité. Ce retrait est survenu à la suite d'une intervention d'un représentant du Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE), désigné fondé de pouvoir pour les actions détenues par le fonds d'actions canadiennes.

Pas plus tard que la semaine dernière, lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBU), Bâtirente et la Caisse de retraite de la CSN ont voté leurs procurations pour amener la CBH à adopter un code de conduite visant à prévenir les violations des droits syndicaux et sociaux par ses sous-traitants dans les pays du tiers-monde. À l'invitation de Bâtirente, la délégation CSN au sein du comité de retraite du RREGOP

(caisse de retraite des employés du secteur public), est intervenue pour que la Caisse de dépôt et placement du Québec se range du même côté que Bâtirente, la Caisse de retraite de la CSN, de la FTQ et des communautés religieuses, membres du RRSE.

Cette résolution qui, l'an dernier, avait recueilli l'adhésion de 15 pour cent des actionnaires, a obtenu cette année l'appui de 36,8 pour cent des actionnaires de la CBH. Les instigateurs de cette résolution sont confiants que la CBH acceptera de reprendre la discussion sur l'adoption d'un code de conduite respectueux des normes internationales.

La finance socialement responsable est un mouvement qui prend de l'ampleur. Les pratiques douteuses des marchés financiers et l'obsession du rendement à tout prix, qui ont conduit à des licenciements boursiers et à des désastres financiers scandaleux ces dernières années, ne sont sans doute pas étrangères à ce mouvement pour mettre de l'ordre dans le monde de la finance. Les stratégies qui ont été éprouvées dans ce domaine démontrent que les entreprises sont extrêmement sensibles à leur image, en conséquence à toutes les

décisions susceptibles de générer des pertes ou des profits.

La pratique d'une finance socialement responsable n'est pas de tout repos. « C'est en quelque sorte naviguer constamment sur la crête des vagues, résume le coordonnateur général de Bâtirente, Daniel Simard. Il faut s'acquitter de notre responsabilité première, qui est de recueillir l'épargne des participants et participantes en vue de leur assurer une sécurité financière à la retraite et réussir à générer un bon rendement, tout en favorisant l'avancement de nos valeurs syndicales, sociales et humaines. » En somme, la finance res-



Daniel Simard

ponsible ne met pas de côté la recherche de la meilleure performance possible. Elle l'accompagne d'un comportement éthique éminemment responsable qui traduit des choix de développement économique et social.

	2001	2000	Variation
Fonds Bâtirente Actif net	Millions \$		
Total	291,9	227,2	+28,5 %
Total en excluant Fondaction	188,2	161,4	+16,6 %
Dépôts garantis	24,1	24,4	-1,2 %
Marché monétaire	3,4	2,5	+36 %
Trésorerie	2,3	1,4	+64,3 %
Obligations	19,3	9,8	+96,9 %
Diversifié prévoyant	112,2	104	+7,9 %
Diversifié intrépide	7,8	4,4	+77,3 %
Actions canadiennes	16	12,5	+22,9 %
Actions internationales	3,1	2,4	+29,2 %

La performance des fonds Bâtirente est d'autant plus appréciable que les marchés boursiers ont connu une dégelée en raison de l'éclatement de la bulle technologique et des attentats terroristes aux États-Unis.

Que fait-on quand on n'est pas prioritaire ?

Quels moyens a-t-on pour faire de la prévention lorsqu'on travaille dans une entreprise ou un établissement que la CSST ne reconnaît pas prioritaire ? Par exemple, dans le secteur des abattoirs, dans l'industrie de l'environnement ou dans la santé. La santé, précisément : c'est lorsque fut venu le moment d'appliquer à ses propres employé-es les mesures de prévention de la Loi sur la santé et la sécurité du travail que le gouvernement a adopté un moratoire, il y a de ça 20 ans. Depuis, plus rien.

Manon Forget est responsable de la santé-sécurité au syndicat de l'abattoir de volaille Saint-Jean-Baptiste. « À défaut de bénéficier de la loi, nous avons



négocié des mesures de prévention », dit-elle. Le comité paritaire se réunit toutes les deux semaines. Les réunions sont courtes, on y analyse les enquêtes d'accidents, on trouve des solutions aux problèmes. Les assignations temporaires se décident en commun. Chaque mois, une visite patronale-syndicale de l'usine est organisée. La responsable de la santé-sécurité est libérée une journée par mois.

Henri Blais est 2^e vice-président du syndicat de l'hôpital Charles-LeMoine et responsable de la santé-sécurité. « Chez nous,

pour la prévention, ça va relativement bien, dit-il. Les problèmes se règlent entre l'agent patronal de prévention et moi. Nous effectuons tous deux régulièrement des visites des milieux de travail. » Mais l'enthousiasme se refroidit quand on parle de défense, la partie patronale ayant depuis quelque temps opté pour la méthode dure.

Dans les milieux de travail où le législateur n'a pas eu le courage d'appliquer la loi, la prévention dépend donc du bon vouloir de l'employeur. Certains veulent, d'autres moins, d'autres pas.



Les 30 ans du front commun

Roger Deslauriers

Les revendications du Front commun comme le 100 dollars minimum par semaine ou la sécurité d'emploi dans un contexte de déclassification et de mises à pied sont soutenues par une vision politique. Pour Marcel Pepin, il n'est pas question que le Front commun accepte de négocier sur la base d'un cadre budgétaire imposé par l'État ; ce sont les besoins des travailleuses et travailleurs et les principes d'équité qui baliseront les demandes syndicales.



Les demandes syndicales, si elles sont issues de choix politiques, n'en recueillent pas moins l'assentiment des travailleuses et des travailleurs de tous les secteurs. Lors de réunions tenues dans tout le Québec, les syndiqué-es ont l'occasion de s'approprier encore davantage le sens de ces revendications : colossal processus d'enracinement des demandes.

Pierre Dubois

Une marche jusqu'au Vieux-Port

La balade se fait très bien à pied. Prendre la rue Saint-Jean en descendant à l'intérieur des murs, ensuite tourner à gauche et descendre la côte du Palais devant l'Hôtel-Dieu. En tournant à droite, vous verrez bientôt le marché public. Les quais du bassin Louise et du Vieux-Port sont immédiatement à l'arrière. À partir de là, il est possible de marcher en longeant les quais pour se rendre pratiquement en face de la Place Royale.

Lancement du CD de Lavallière



Ce soir à 18 h 30, le groupe rock Les Touristes, dont fait partie Richard Lavallière, conseiller syndical à la mobilisation à Mon-

tréal, lance son premier CD au Bistro +, 1063, rue Saint-Jean, dans le Vieux-Québec. C'est un rendez-vous !

Prendre une bière ou deux

- La Barberie (310, rue Saint-Roch) : plusieurs bières artisanales peuvent y être dégustées. La rue Saint-Roch est située immédiatement à l'ouest de l'autoroute Dufferin-Montmorency. Cette rue est perpendiculaire et au sud du boul. Charest.
- Le Pub Thomas Dunn (369, rue Saint-Paul), réputé pour son choix de bières et de whiskeys.
- La terrasse de l'Hôtel Belley (249, rue Saint-Paul).
- Bar L'Inox (37, rue du Quai Saint-André).

L'achèvement d'une démarche

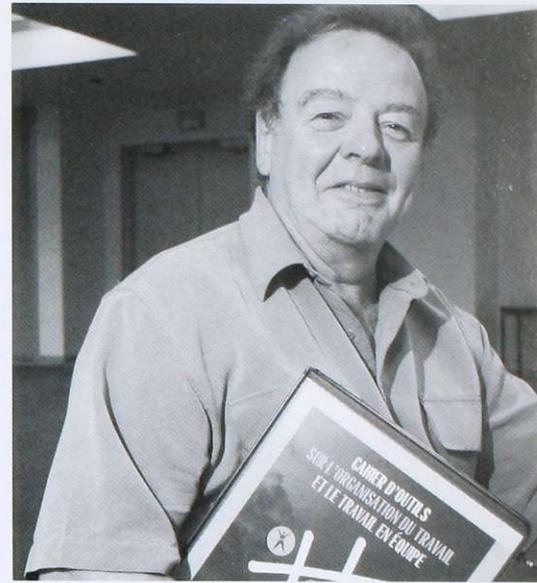
Lucie Laurin

Avec la recherche colossale, la rédaction et la publication du *Cahier d'outils sur l'organisation du travail et le travail en équipe*, Michel Doré, penseur et chercheur de la CSN nouvellement retraité, apporte la touche finale à ce qui a été l'une de ses grandes contributions au syndicalisme moderne.

« La réorganisation du travail, c'est un grand sujet de réflexion à la CSN depuis 15 ans, dit-il. C'est devenu la voie indispensable au syndicalisme d'aujourd'hui pour redonner un sens au travail, améliorer les conditions de travail et, surtout, accéder à de nouveaux droits. Une telle démarche est en parfaite continuité avec notre syndicalisme de combat d'autrefois où on aspirait à faire reculer les droits de gérance. Elle permet aux travailleuses et aux travailleurs d'accroître leur pouvoir sur leur travail.

« C'est important de n'être pas en réaction mais d'être proactifs, de prendre les devants, poursuit-il. Que vaut notre syndicalisme si on se contente de négocier sa convention collective et qu'on ne voit pas plus loin ? Si, par exemple, le syndicat de Radio-Canada, en plus de chercher à mettre fin à la précarité, ne s'intéressait pas aussi à la qualité de l'information, au rôle de la télévision d'État ?

« Depuis 15 ans, les syndicats ont beaucoup expérimenté. Certains ont atteint des formes avancées de démocratisation du travail. Il faut continuer, particulièrement dans



Michel Doré

le secteur public qui a été tellement malmené. La réorganisation du travail est liée à l'avenir de nos emplois. »

La publication de *Prendre les devants dans l'organisation du travail* (1991) et de *Travail en équipe et démocratie au travail* (1995), résultat d'un travail important de réflexion et d'orientation, fournissait aux syndicats des bases générales. Mais il manquait le volet du savoir-faire ; il fallait des outils plus spécifiques, plus pointus, par exemple sur les conditions préalables, le prédiagnostic, l'analyse du processus, le processus de résolution des problèmes, les réunions d'équipe, ainsi que les ressources disponibles.

« Ce cahier, c'est l'achèvement de notre démarche », conclut Michel Doré, qui a bien mérité sa retraite.



Notre retraité est un auteur prolifique. Il a rédigé pour la CSN deux documents de réflexion, l'un sur l'action politique, l'autre sur la démocratie. Le premier, intitulé *L'action politique à la CSN*, a servi de base à une tournée de consultation au terme de laquelle une proposition a été préparée pour être discutée au présent congrès. Le second, *Faire progresser la démocratie*, suivra la même voie. On y trouve notamment une histoire et une analyse fort bien documentées de la démocratie, ainsi que des tableaux relevant les grandes étapes de l'évolution des droits et les grands noms de la philosophie politique.



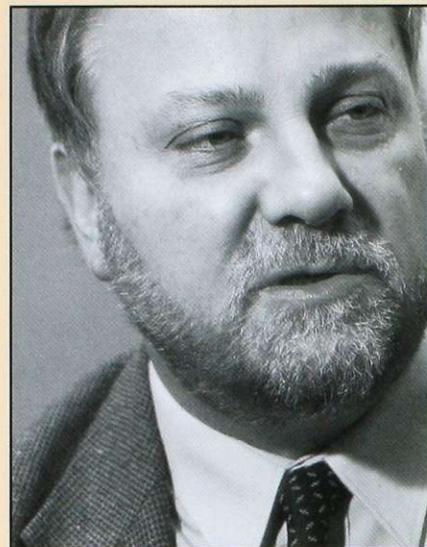
Solidarnosc persiste

Les travailleuses et travailleurs ont pris d'assaut les rues de Varsovie à la fin du mois d'avril. Cinquante mille personnes ont convergé de tous les coins de la Pologne pour protester contre la réforme que le gouvernement se propose d'implanter à la législation du travail. Déposé sans consultation, le projet introduit plusieurs éléments qui viennent heurter les conditions des syndiqué-es.

Il s'agit en fait de rendre caduques les conventions collectives qui seraient résiliées par l'une ou l'autre des parties après six mois, précise Andrzej Adamczyk. La révision du Code du travail entraînerait l'abolition de l'article prévoyant le versement d'une indemnité équivalente à trois mois de salaire aux travailleuses et travailleurs qui sont mis à pied, il y aurait modification à la baisse de la rémunération engendrée par les heures supplémentaires, et enfin, le renouvellement des contrats à durée déterminée serait limité, laissant place à des contrats à durée indéterminée. Selon l'argument invoqué par le gouvernement, seule la flexibilisation du marché du travail pourrait réduire le taux de chômage,

qui est actuellement à 17 pour cent. Inutile de dire que les membres de Solidarnosc se sont mobilisés. Les résultats ne se sont pas fait attendre et le gouvernement a convenu de mettre sur pied un comité afin d'en arriver à une entente avec le mouvement syndical et le patronat, puisque les négociations se déroulent dans le cadre du système tripartite.

Par ailleurs, l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne constitue un autre débat majeur au sein de la société. À titre de membre associé depuis 1992, la Pologne est déjà présente à la convention mandatée afin de réviser le Traité européen. Elle peut intervenir et commenter, mais ne bénéficie pas du droit de vote. Elle sollicite donc le statut de membre à part entière, ce qui nécessite la négociation des modalités d'harmonisation pour le passage à ce que l'on appelle « l'acquis européen », c'est-à-dire la fiscalité, les lois sociales, les normes environnementales, la libre circulation des personnes, etc. Si certaines réticences s'expriment, elles relèvent de la crainte de constater que les entreprises polonaises ne seraient pas suffisamment compétitives ou que les emplois seraient



Andrzej Adamczyk

délocalisés vers des pays européens où la main-d'œuvre est meilleur marché. Quant à eux, les agriculteurs polonais craignent que leurs produits ne bénéficient pas du même traitement favorable accordé aux produits européens, ce qui les incite à mettre en doute la pertinence de l'adhésion de leur pays à l'UE.

Solidarnosc milite pour sa part en faveur de cette adhésion, estimant que cela apportera plus de stabilité économique au pays. Après tout, l'Europe est construite de façon solidaire et des fonds spéciaux sont disponibles pour appuyer des régions aux prises avec des difficultés particulières, ajoute Andrzej Adamczyk. Un référendum aura lieu à l'automne 2003.

Projets pilotes

Collectif environnement CSN

Par l'entremise des conseils centraux et des fédérations, d'ici un an, la CSN envisage la réalisation de 30 projets pilotes visant l'application des 3RV en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles en milieu de travail. 3RV pour : Réduction à la

source, Réemploi, Recyclage et Valorisation. Tous ces projets seront réalisés par des syndicats locaux.

Les effets dans les milieux de travail de l'application de la loi sur la gestion des matières résiduelles seront importants. Nous savons que la mise en œuvre des plans de gestion aura des conséquences directes sur la main-d'œuvre, notamment par des modifications aux tâches habituelles, par l'ajout de tâches et même sur les politiques d'achat.

Une étude du comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement (CSMOE) démontre que dans les entreprises qui ont adopté des pratiques de gestion environnementale plus intensives :

- 35,4 pour cent ont embauché du personnel supplémentaire ;
- 34,0 pour cent ont procédé à de nouvelles affectations ;
- 76,4 pour cent ont modifié ou ajouté des tâches.

Michel Crête

En 1993, le Québec et l'Estrie ont accueilli M. Shah Ismatullah Habibi et sa famille. Ils faisaient partie des premiers réfugiés afghans, chassés par la guerre entre Russes et talibans, que notre pays a reçus. Depuis, M. Habibi a tant contribué à éliminer les barrières entre les personnes de cultures différentes et à servir sa communauté que la CSN* et le gouvernement du Québec l'ont honoré chacun leur tour, en 2002 et 2001. Nous l'avons rencontré à Sherbrooke, dans les locaux de l'organisme qu'il coordonne : le Comité d'accueil aux nouveaux immigrants (CANI).

Assitôt arrivé à Sherbrooke, M. Habibi s'est inscrit à des cours d'apprentissage de la langue française. Il s'est aussi attelé à la tâche de se trouver un emploi.

« Après avoir entendu qu'on venait de l'Afghanistan, on nous remerciait sur ces paroles : on va vous rappeler », se souvient cet homme duquel se dégage une sérénité impressionnante. À force de chercher, il s'est finalement déniché, en 1994, un premier boulot dans une imprimerie de Sherbrooke, puis un second, en 1997, comme manœuvre dans une usine de portes et fenêtres.

Parallèlement à son travail pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, M. Habibi s'est lancé corps et âme dans le bé-

De l'Afghanistan au Québec

Shah Ismatullah Habibi a choisi un mode de vie : l'entraide

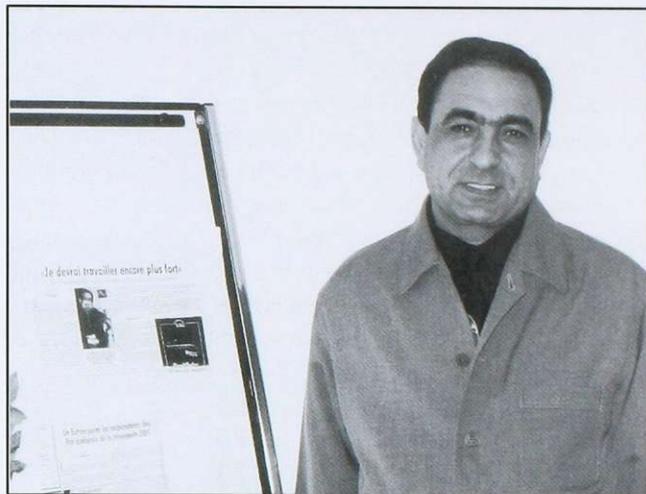
névolat. C'était sa façon de dire « merci » aux Québécoises et Québécois qui l'ont soutenu. Tout en faisant bénévolement du placement en emploi pour les membres de sa communauté, il les a accompagnés et aidés à s'y retrouver pour qu'ils aient accès à divers services et pour faciliter leur intégration : les caisses populaires, l'éducation, l'immigration, les soins hospitaliers, etc.

Un choix déterminant

De fil en aiguille, cela l'a conduit à poser un choix déterminant : en 1999, il a quitté son emploi en usine pour devenir coordonnateur du Comité d'accueil aux nouveaux immigrants (CANI), un organisme à but non lucratif, financé par le secteur privé, dont Focus Canada. À partir des bureaux situés sur la rue Galt Est et avec l'aide d'une secrétaire, M. Habibi fait le placement des immigrants.

L'activité de Shah Ismatullah Habibi ne s'arrête pas là. Avec d'autres membres de la communauté afghane de Sherbrooke, qui compte quelque 400 personnes, il s'investit depuis maintenant sept ans dans une école d'été pour les jeunes enfants afghans.

« Imaginez, dit-il, ce sont souvent des jeunes qui arrivent des camps de réfugiés. Ils ne sont jamais allés à l'école à cause de la guerre. Ceux qui écrivent le font de la droite vers la gauche. Pendant six semaines, on leur donne des cours de français et de mathématiques pour les aider à



s'adapter aux normes scolaires du Québec et préparer leur entrée en classe. »

Inlassable

Il est inlassable, M. Habibi. En plus, il donne un coup de main au Festival des traditions du monde de Fleurimont, participe à plusieurs conseils d'administration, prononce des conférences pour expliquer que les attentats terroristes du 11 septembre au World Trade Center de New York ne représentent pas l'Islam, répond au téléphone jusque tard dans la soirée, reconduit un membre de la communauté à tel endroit, etc.

Sans renoncer à ses engagements, il caresse le rêve de retourner aux études : en sciences de la politique.

En quittant son bureau, M. Habibi nous a confié qu'il croit fermement que « la connaissance et la compréhension entre personnes de cultures différentes contribuent à éliminer les barrières et à rapprocher ».

* C'est le Conseil central de l'Estrie de la CSN qui a soumis la candidature de M. Shah Ismatullah Habibi.

Serge Lareault

Soucieux de l'environnement

Fondation, dans une perspective de financement socialement responsable, encourage les entreprises soucieuses de la protection ou de l'amélioration de la qualité de l'environnement. Fondation a investi entre autres dans Envirogain, une entreprise québécoise qui développe, commercialise et implante des solutions de traitement et de valorisation des lisiers et fumiers. Grâce à ce procédé, les déchets sont épurés : une partie liquide, pratiquement inodore, peut éventuellement être rejetée directement au cours d'eau, tandis que la fraction solide est valorisée en biofertilisants granulés. Cette solution permettra de protéger l'environnement en diminuant les effets polluants de l'industrie porcine.

Fondation a aussi investi dans AFA Environnement. Cette entreprise poursuit la recherche et le développement d'insecticides biologiques sans effets néfastes pour l'environnement. Cet investissement de Fondation contribuera aussi au développement d'insecticides biologiques visant le contrôle de la tordeuse de l'épinette. Ce sont là deux exemples d'investissements soucieux de l'environnement du Québec qui profitent à tout le monde.

solution d'hier

	1	2	3	4	5	6
1	S	T	A	T	U	T
2	L	E	U	R	R	E
3	O		T	E	E	S
4	G	R	E	V	E	S
5	A	I	L	E		O
6	N	E	S		I	N

jeux

À gagner, tous les jours : douze t-shirts du Quotidien du congrès

	1	2	3	4	5	6
1						
2						
3					■	
4				■		
5						■
6						

HORIZONTALEMENT

- Maladroit ou mal à gauche
- Sous-financé, qu'il soit de la santé ou de l'éducation
- Vous l'avez à l'œil bien sûr !
- Née à reculons • Pronom
- Fédération de la CSN
- Tension

VERTICALEMENT

- Souvent en attente d'une sentence (plur.)
- Ouvrent les fenêtres
- Le quotidien de beaucoup d'ouvriers
- Démonstratif • Voyelles jumelles
- Accompagne un éclat • Mouton noir
- Coule en France

par Sylvio Robinson

APPORTEZ VOS RÉPONSES AU LOCAL 206 AB



PARMI LES PHRASES SUIVANTES, LAQUELLE NE CONTIENT PAS D'ANGLICISME ?

- a) Le chat est sorti du sac.
- b) En autant que je suis concerné...
- c) Pour faire l'histoire courte...
- d) Il patronne une entreprise.

Réponse du jeu d'hier : b)

À gagner, tous les jours : un exemplaire autographié par l'auteur Pierre Dubois de son livre *Les vrais maîtres de la forêt québécoise*.

En quelle année ?

« Ne vendez pas les hôpitaux », peut-on notamment lire sur les pancartes que tiennent ces manifestants contre la désinstitutionnalisation des malades mentaux. À l'évidence, cette photo n'est pas très récente, en tous les cas c'était avant la commission Clair. De quelle année est-elle ?



a) 1979 ? b) 1982 ? c) 1983 ? d) 1987 ?

Réponses : La photo mystère de dimanche représentait un travailleur du Syndicat national de l'environnement, celle d'hier Jacques Ferron.

potins rumeurs échos

et autres folichonneries

Li Pô Potin et autres folichons—chonnes

AH ! SI JEUNESSE SAVAIT

Véronique De Sève, du comité des jeunes de Montréal, est toute chamboulée, la pauvre. Imaginez-vous donc qu'elle franchit après-demain le cap des 31 ans, ce qui l'oblige à démissionner du comité. « Ma jeunesse est déjà terminée », se lamente-t-elle. La secrétaire générale Lise Poulin est au désespoir : « Tabarouette, à cet âge-là moi je faisais ma crise d'adolescence ! »

MAUVAISE SURPRISE

La délégation du Syndicat des travailleuses et des travailleurs du Centre hospitalier de la région de Lanaudière (CHRDL) a eu la surprise de sa vie à son arrivée à Québec. En prévision de ce 60^e Congrès, nos camarades avaient réservé leur chambre au motel White House, à Beauport, dès décembre dernier. En se pointant à l'établissement hôtelier bien connu des militantes et militants, ils ont appris qu'il n'y avait plus de chambres disponibles. Elles avaient été louées à quelqu'un d'autre. Ils ont brandi leur numéro de réservation. Rien à faire ! Débrouillards, les « Holliettains » se sont relogés au motel Evelyne, plus cher. La direction du White House refuse de rembourser la différence. Nos amis de « Holiette » étaient des habitués du White House. Gageons que le propriétaire du motel vient de perdre de bons clients.

AMATEURS DE SUSHIS ?

Vous aimez les sushis ? À bon prix ? Louise Labrie, du Syndicat des travailleurs et travailleuses en garderie de la région de Québec, vous recommande deux restaurants. À dix minutes de marche du Centre des congrès, le Tokyo a pignon sur la rue Saint-Jean : direction ouest, en face de l'église Saint-Jean-Bap-

tiste. À 15 minutes de marche, toujours en direction ouest, le Taxi-Sushis vous attend, rue Cartier, près de Saint-Jean. Ambiance cafétéria, peu de places, il se spécialise dans les repas à emporter mais fait aussi la livraison.

LANGAGE PC

Le summum du langage politiquement correct, selon Guy Ferland, c'est d'appeler un écrivain ivoirien un écrivain non-voiyant.



GROS BISOUS

Présidente du syndicat du centre Dollard-Cormier (réadaptation des toxicomanes) dans la région de Montréal, Louise Binette, célèbre son anniversaire aujourd'hui.

C'est également la fête de Maurice Richard, le nôtre. Président du syndicat des employés municipaux de Gatineau et responsable du secteur municipal de la FEESP-CSN, il excelle au hockey, tout comme son célèbre homonyme. Si vous le rencontrez, c'est le temps de lui demander un autographe, avant qu'il accède au panthéon de la CSN et que sa signature prenne valeur de relique...

SORTIES GAIS ET LESBIENNES

Responsable du dossier gais et lesbiennes du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches, Sophie Rousseau propose les sorties gais et lesbiennes suivantes. Pour vous mesdames, à deux coins de rue du

Centre des congrès, *L'amour sorcier* : bière en fût à 1,25 \$ le mardi, décor chaleureux, terrasse chauffée (hommes bienvenus).

Pour vous messieurs, tout près du Centre des congrès, sur la rue Saint-Joachim, *Le Drague* : piste de danse, table de billard et coins tranquilles.



AMATEURS DE JAZZ

Le Fou-Bar, 525 rue Saint-Jean, propose un spectacle de jazz, ce soir. L'établissement, qui a célébré son 19^e anniversaire récemment, a fait appel à trois voix, une pianiste et un contrebassiste. C'est à 21 heures.

TROISIÈME CHRONIQUE ÉLECTORALE

Vous ne le savez peut-être pas, mais notre présidente d'élections Irène Ellenberger — sans qui cette chronique ne pourrait exister, faut-il le répéter —, est une artiste des arts visuels qui, si elle n'a pas encore une réputation internationale, a un talent qui lui permet d'exposer pendant quatre mois au pavillon japonais du Jardin botanique de Montréal, ce qui n'est quand même pas rien. Mais l'envers de la médaille, vous le savez, c'est que les artistes sont souvent... comment dire... distraits, mettons. C'est le gendre d'Irène qui en sait quelque chose, lui qui fait office d'homme à tout faire dans la famille, malgré la grande distance entre les deux domiciles. Appelé au secours pour réparer la lampe de chevet de madame la présidente, instrument domestique indispensable pour une fêrue de lecture comme elle, ce pauvre Raymond fut atterré de constater que si elle refusait d'éclairer, c'est tout simplement parce que l'ampoule en était grillée. Nous précisons cependant que la lampe était branchée. Non mais.

Le Babillard

Magnifique souvenir en guise de solidarité

Vous avez l'occasion de rapporter chez vous, en fin de semaine, un magnifique souvenir du 60^e Congrès de la CSN, tout en démontrant votre solidarité aux syndicats en conflit. Vous n'avez qu'à vous procurer l'objet de solidarité, au coût de 10 \$, en vous présentant au stand des grévistes, situé dans le hall principal, au niveau 4. Tous les profits seront versés aux syndicats concernés.



L'objet de solidarité, représenté par un magnifique médaillon en métal, avec chaînette, reproduit le chaînon de la CSN. Il est de fabrication québécoise.

La marche des femmes continue



Aujourd'hui, le stand du foyer du niveau 2 accueille le comité de la condition féminine. On y parlera de la Marche mondiale des femmes, d'équité et de bien d'autres sujets. On pourra également y voir une exposition de photos de femmes afghanes.



On a besoin du portrait de votre syndicat

Votre camarade de travail est originaire d'un autre pays ? Il a quitté un pays où les droits syndicaux sont bafoués ? Il a choisi le Québec pour d'autres raisons ? Le comité con-

fédéral des relations interculturelles et raciales de la CSN a besoin de votre aide : il veut savoir s'il y a dans vos rangs des travailleuses et des travailleurs issus des communautés culturelles. À l'occasion d'une période animée par le journaliste François Paradis le mercredi matin 29 mai, le comité vous invitera à répondre, lors de la plénière, à un questionnaire. Pour se doter d'outils leur permettant de mieux s'intégrer au milieu de travail, participer à la vie syndicale, le comité a absolument besoin de votre contribution. Qui, mieux que vous, peut nous faire connaître la réalité de votre syndicat ?

Il y a 30 ans aujourd'hui

Le conseil confédéral qui se tenait au sous-sol de l'église Saint-Édouard, à Montréal, était témoin de l'assermentation de trois nouveaux membres du comité exécutif de la CSN : le trésorier, Guy Thibodeau, et les vice-présidents, Norbert Rodrigue et Claude Girard. Ces derniers remplaçaient Jacques Dion, Paul-Émile Dalpé et Amédée Daigle, destitués de leur poste.



Ça va nous faire plaisir !

La page du Babillard du *Quotidien du congrès*, c'est aussi votre page pour annoncer vos activités, vos réunions. Venez nous voir au local 206 AB, on est pas « sorteux » !